

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

2022 : année des Présidentielles



Cette nouvelle année, que nous souhaitons cependant heureuse pour chacun.e d'entre nous, ne semble hélas guère s'annoncer sous de bons auspices : les élections présidentielles qui auront lieu dans moins de trois mois exhalent déjà quelques relents nauséabonds. Jamais le débat politique n'aura sombré aussi bas dans la vulgarité, la démagogie et la haine.

C'est évidemment le cas à droite, où il est évident que nous ne pouvons rien espérer des Macron, Pécresse, Zemmour ou autres Le Pen. Ils ont une stratégie économique et sociale ultra libérale dont nous n'avons rien à attendre. Quant à la gauche, alors que selon l'adage, "l'union fait la force", autant "la discorde expose à une prompt défaite" (Esopo). Oui, car elle part en ordre dispersé qui fait craindre qu'elle ne soit pas présente lors du second tour. Il aurait été judicieux après l'élection de Macron en 2017, qu'elle se mobilise en élaborant un programme de politique générale digne de ce nom afin de fédérer l'ensemble du peuple de gauche. Mais tel n'est pas le cas et les représentants des

partis progressistes nous laissent orphelins avec, bien entendu, le choix au deuxième tour entre la peste, le choléra, ou un bulletin blanc.

Droite, libéralisme, néo-libéralisme, quel qu'en soit l'intitulé, c'est du pareil au même pour nous, travailleurs, retraités, privés d'emploi : nous continuerons à trimer et à nous serrer la ceinture pour le profit du grand capital devant lequel les gouvernements successifs ont, par conviction, baissé la garde. Les programmes de ces partis sont éloquentes, puisqu'ils veulent privatiser les services publics, notamment l'hôpital, allonger le temps de travail et sa durée, enterrer les 35 h, et faire crever au boulot au nom de la rentabilité toute la classe sociale ne faisant pas partie de l'élite des nantis. Il en est ainsi de notre pays mais également de toute l'Europe, dont les membres se doivent d'appliquer sans broncher les directives libérales et antisociales.

Pas question donc pour nous de faire, au deuxième tour,

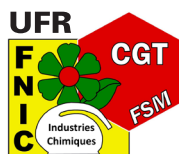
un choix dans ce panier de crabes électoral, et de voter pour un soi-disant moindre mal : l'expérience a prouvé que lorsqu'un candidat se retrouve élu de cette manière, même avec un taux aussi minable que 18 % du corps électoral, comme ce fut le cas en 2017, il se sent tout puissant pour appliquer une politique ultralibérale, totalement dévouée au patronat, à la finance, et méprisant le peuple.

Seul le premier tour pourra permettre l'expression du ras-le-bol des citoyens appelés aux urnes, mais nous doutons fortement d'un score suffisant à gauche, du fait d'une très grande démotivation due à tous les coups que nous avons ramassés depuis des décennies et du manque de forces en présence pour les contrer.

Cela peut expliquer en partie l'énorme taux d'abstention que l'on constate élections après élections car, dans cette configuration, les électeurs n'ont hélas pas d'autre choix que celui de l'austérité permanente, la remise en cause de nos conquêtes, ce que nous ne pouvons en aucun cas accepter. Hier, si Stéphane Hessel disait « Indignez-vous », aujourd'hui le temps de l'indignation est révolu, il est indispensable et urgent de passer à un niveau supérieur celui de la révolte ! ■

Sommaire

Une : L'édito • L'action p.2 • L'information, l'international p.3 • L'agenda, l'orga-le point, le coup de gueule p.4



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416



DES MOBILISATIONS À VENIR



Notre confédération CGT appelle à la mobilisation interprofessionnelle sur les salaires et l'emploi le jeudi 27 janvier 2022
par la grève et les manifestations pour l'augmentation immédiate de tous les salaires du privé comme du public, des allocations pour les jeunes en formation et en recherche d'emploi, ainsi que l'amélioration des pensions des retraités.e.s.

■ 24 MARS PROCHAIN

La gestion gouvernementale de la crise sanitaire se solde par l'aggravation de la situation sociale pour de nombreuses personnes, accentuant la précarisation de nos conditions de vie :

DETERIORATION DES PENSIONS : n'accorder que 0,4 % d'augmentation de retraite de base et 1 % pour les complémentaires en 2021 avec une inflation proche de 3 %, c'est une aumône. Rappelons que chaque retraité a perdu l'équivalent d'un mois de pension en 15 ans. Nous sommes attaqués comme jamais, sur notre niveau de vie et notre pouvoir d'achat. Ceci est d'autant plus inacceptable que, pendant ce temps-là, les 500 plus grandes fortunes de France sabrent le champagne avec les actionnaires du CAC 40 qui, fin 2020, affichait une progression de 30 %. Du jamais-vu depuis 20 ans ! Nous devons donc engager des réponses et une riposte décisives. Nous avons pour mission, en tant que syndicalistes CGT, de porter des revendications économiques et sociales aussi bien pour le salariat actif, privé d'emploi, que pour les retraités. L'urgence est sociale et écologique, les politiques néolibérales, le pillage incessant des ressources nous conduisant vers un avenir fait de désespoir humain et de catastrophes climatiques. Nous avons donc ce devoir de lutter contre ces abus, les inégalités croissantes, quels que soient les domaines concernés, mais aussi pour de justes revendications sociales, telles que la hausse des salaires, des aides, des pensions, pour le 100 % Sécu garantissant une pleine protection face à tous les risques de la vie, enfin, pour une société fondée sur un juste partage des richesses qui sont, rappelons-le, produites par notre seul travail. ■

DETERIORATION DE NOTRE SYSTEME DE SANTE, ATTAQUES SUR NOTRE SECURITE SOCIALE ET SUR LE FONCTIONNEMENT DE NOTRE SERVICE PUBLIC
Le gouvernement, au fil des lois sur la Sécurité sociale (PLFSS), modifie petit à petit le financement de notre système de santé solidaire et socialisé. Depuis sa création, le capital et le patronat tentent de « détricoter » ce bien commun à tous, en accentuant les désorganisations, les suppressions de postes, notamment à l'hôpital, que nos dirigeants veulent transformer en entreprise « rentable », d'abord en fermant des lits, puis par le biais de privatisations. ■

**DE PROCHAINES
MANIFESTATIONS
A L'APPEL DE LA CGT
AURONT DONC LIEU LE
24 MARS PROCHAIN,
ELLES SERONT ORGANISÉES PAR PÔLES RÉGIONAUX.**

HOMMAGES AUX CAMARADES DISPARUS



C'est avec beaucoup d'émotion et de tristesse que nous avons appris la disparition de notre camarade **Jean Isicato** décédé le 24 octobre dernier à l'âge de 67 ans. Ancien posté, puis technicien sur la plate-forme chimique de Pont de Claix, Jean s'est syndiqué à la CGT

dès son embauche et tout de suite il a été élu du personnel. Il l'est resté jusqu'à l'arrêt de son activité professionnelle. Ayant travaillé dans un environnement contaminé par l'amiante, il a bénéficié du dispositif de départ anticipé.

Il a également assumé des responsabilités auprès de l'Union Locale CGT, de l'UD CGT de l'Isère, et de la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT.

Militant du parti communiste, il s'est aussi impliqué dans de nombreuses campagnes électorales cantonales ou municipales en tant que candidat.

Son combat pour la justice sociale et son acharnement à garantir le droit des travailleurs l'ont amené à la fin de son activité à devenir Conseiller du Salarié. Il a ainsi sillonné le département pour accompagner les salariés convoqués par leur direction, notamment pour des entretiens préalables.

Il était depuis 2014 conseiller CGT au CA de la CPAM de l'Isère. ■



Disparition très attristante aussi, que celle de notre camarade **Pierre Guérineau**, ancien militant de Kodak Vincennes puis ayant été muté sur Châlons, resté syndiqué dans l'entreprise et ayant fait partie, durant de nombreuses années, de notre UFR-FNIC.

Toutes nos condoléances vont aux familles et aux amis de nos camarades disparus.

Une bien déprimante et morose année 2021 avec beaucoup trop de décès, laquelle est enfin terminée. Elle aura, outre son cortège épidémique, ses restrictions non seulement sanitaires mais aussi sociales, été la scène de nombreux drames humains. ■

CHILI - ÉLECTIONS : les Chiliens vont écrire leur propre constitution

À la tête d'une vaste alliance allant du parti communiste au centre gauche, l'ex-député et ancien leader étudiant de 35 ans, Gabriel Boric, l'a emporté à 56 % des voix contre le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast. Le nouveau Président incarne une nouvelle gauche, en rupture avec les forces qui ont assuré la « transition à la démocratie ».

Il veut que le pays parvienne enfin à se débarrasser des vestiges politiques de la dictature et réalise un virage économique et social. Il souhaite un pays plus juste alors qu'il est actuellement le plus inégalitaire de l'OCDE. Un référendum aura lieu cette année afin

de proposer à la population du Chili une nouvelle constitution.

« Le fait que nous soyons en train d'écrire pour la première fois de notre histoire républicaine une Constitution en démocratie, à parité hommes-femmes et avec la participation des peuples autochtones, est une grande fierté, a déclaré le nouveau président. Nous nous plaçons à leur disposition car si la Constituante fonctionne bien, le Chili aussi. » ■

L'agenda

- 27 janvier : journée de mobilisation pour la revalorisation des salaires, pensions, aides et allocations,
- 24 mars : journée d'action des retraités dans toutes les régions,
- 21 au 24 mars : congrès extraordinaire de notre FNIC-CGT, à Louan (77).

l'orga - le point...

Seulement 2 FNI récoltés pour 2020 en décembre... si cela n'était pas grave, on pourrait presque rire de ce chiffre ridicule. Malheureusement, c'est une réalité que nous rencontrons trop souvent, et qui ne présage rien de bon pour les luttes à venir. Les cotisations, rappelons-le, sont LE moyen de faire vivre nos structures. Nous devons toutes et tous fournir l'effort nécessaire.

En effet, nous accusons un retard plus que conséquent en termes de paiement des cotisations sur 2021 mais également sur 2020, avec encore un nombre non négligeable de sections et de multipro qui n'ont rien versé. Nous attirons l'attention de chacun.e sur le fait que 2020 sera clôturé au 1^{er} trimestre 2022. Pour l'exercice 2021, la situation est encore plus préoccupante au regard des derniers chiffres, avec un retard de 632 FNI par rapport à 2020, année dont la différence par rapport à 2019 est de **-183 FNI**. C'est un énorme retard ! ■



l'orga - le point...

**COUP
DE GUEULE !**



INTENTIONS DE CERTAINS DE PRIVER DE SOINS LES NON-VACCINÉS

L'esprit de division bat son plein dans notre chère démocratie : ainsi, il serait question, pour certains médecins (qui doivent avoir oublié le serment d'Hippocrate) et députés, de sanctionner les non-vaccinés, montrés du doigt comme « irresponsables », vous savez, ceux que notre président se plaît à « emmerder », de les priver de soins. Dans une telle logique, autant ne plus soigner les fumeurs, les alcooliques, les gros mangeurs, les chauffards, les dépressifs, etc., bref

toutes celles et ceux qui, par un comportement habituel, produisent des maladies ou des accidents les conduisant tout droit chez le médecin, voire à l'hôpital... Voilà bien une façon comme une autre de stigmatiser une partie de la population pour la liquer contre une autre, générant haine et division, de telle manière qu'on ne discerne plus le vrai ennemi, celui qui discrimine réellement le peuple, le capitalisme, orchestré par ses trop nombreux valets au pouvoir ! ■